

Culture, «tout sera fait pour que la vie reprenne son cours !» promet Renaud Muselier, le président de la Région Paca

La réouverture des lieux de culture est programmée mercredi 19 mai. Seul hic, les mesures sanitaires sont encore inconnues alors qu'elles conditionnent totalement la réouverture des lieux ou non. La personne décisionnaire ? Le préfet de Région puis les préfets départementaux qui décideront de l'ouverture des lieux ou non, ainsi que de la jauge car chaque configuration de lieu méritera un examen approfondi de ce qui peut être fait ou pas.

Au tout début, c'était au préfet de Vaucluse Bertrand Gaume, à Renaud Muselier Président de la Région Paca et à Bénédicte Lefeuvre directrice régionale des Affaires culturelles de s'exprimer sur les modalités de réception du public dans les lieux de culture. Seul hic ? La personne la plus importante pour cette annonce, le préfet de Vaucluse, était absente. En cause ? Une opération de police sur un point de deal, rue du Rateau, dans l'intramuros d'Avignon et la mort tragique d'un policier dans l'exercice de ses fonctions le 5 mai dernier, qui ont, bien évidemment, bousculé l'actualité.

Ce que l'on sait

Alors on évoque la participation des instances au groupe de travail sur les festivals du Comité régional des professions du spectacle' (Coreps) dont 3 ont déjà eu lieu et 2 doivent se réunir. Objectif ? Détailler les mesures qui permettraient d'avancer sur les protocoles de réception du public dans les salles et en extérieur. Mais point de modalités précises dévoilées à ce jour.

«Le Comité Régional des professions du spectacle (Coreps) a rassemblé plus de 120 professionnels de la culture, des collectivités territoriales, des Pouvoirs publics et des syndicats d'employées et d'employeurs, a entamé Renaud Muselier. Suite aux annonces du Gouvernement nous pouvons désormais avancer sur le Festival d'Avignon, du Off, des Chorégies d'Orange, du Festival d'Aix-en-Provence, des Rencontres d'Arles, du Festival de Menton, de la Roque d'Anthéron, de Marseille et, notamment, de Chaillol dans les Hautes-Alpes. Les critères d'accueil et du public en salle ou en extérieur, en configuration assise ou debout se dessinent cependant les détails restent à peaufiner. Nous avons pleine confiance en les professionnels de la culture quant au respect des règles sanitaires et nous pouvons désormais affirmer que les festivals d'été auront lieu!»

Une charte pour les Festivals de l'été de la Région Sud

«La région accueille 750 festivals, relève Bénédicte Lefeuvre Directrice régionale des Affaires culturelles. Nous voulons que l'été culturel recommence car il est également important pour les habitants et





l'économie de cette région. Nous avons une lourde responsabilité partagée et une lourde charge assumée, c'est la raison pour laquelle l'Etat et la Région ont créé une instance de dialogue d'où émergent des débuts de réponses à l'œuvre dans une charte de la Région Sud des Festivals de l'été. Chaque événement est différent. Si nous sommes la Région des festivals, nous sommes aussi la référence internationale des festivals regardée par l'Europe. Nous nous livrons à ce travail avec patience, détermination dans l'intérêt de tous.»

«Nous allons lancer ce 1^{er} festival dans un cadre assez particulier a souligné Claude Nahoum, 1^{er} adjoint au maire d'Avignon. Nous sommes mobilisés sur le soutien aux compagnies, aux acteurs culturels et sommes prêts à accueillir le public qui va venir.»

Ils étaient là

Lucien Stanzione, sénateur de Vaucluse ; Maurice Chabert président du Département de Vaucluse, Michel Bissière Conseiller régional délégué à la création artistique, Claude Morel, vice-président du Grand Avignon délégué aux spectacles vivants, Souad Zitouni députée de Vaucluse, Claude Nahoum 1er adjoint au maire d'Avignon ainsi que d'autres personnalités politiques et Paul Rondin directeur délégué du Festival d'Avignon étaient présents.

'Régionalement vôtre' : de frères siamois à frères ennemis, le futur face à face Muselier-Mariani



Ecrit par le 25 octobre 2025



Avec l'annonce de la candidature de Renaud Muselier aux prochaines élections régionales, le président sortant de Provence-Alpes-Côte d'Azur vient d'officialiser son duel avec Thierry Mariani. Un face à face avec le candidat RN qui prend des allures de guerre fratricide tant la trajectoire des deux anciens jeunes RPR est opposée aujourd'hui.

Ils ont presque le même âge (9 mois d'écart, Thierry Mariani est né en août 58, Renaud Muselier en mai 1959) et ils ont biberonné ensemble au gaullisme. Thierry Mariani, plus jeune conseiller général de Vaucluse à 30 ans, Renaud Muselier membre du Conseil National du RPR dès 1987.

Ils ont cheminé ensemble pendant des décennies. Mariani maire de Valréas pendant 16 ans, président des Chorégies d'Orange pendant 20 ans, député, conseiller régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, ministre des Transports du gouvernement Fillon en 2010. Muselier, 1er adjoint de Jean-Claude Gaudin à la mairie de Marseille, conseiller général, député, vice-président du groupe RPR à l'Assemblé Nationale, secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères dans le gouvernement Raffarin, président du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur depuis 2017 après le départ de Christian Estrosi.

Un rempart au FN avant de rejoindre le RN

Si Renaud Muselier est resté ancré dans le parti gaulliste, Thierry Mariani qui s'est -dit-il - « battu bec et ongles contre le maire frontiste Jacques Bompard pendant des années », se présentant même comme « un rempart au FN » dans le Haut-Vaucluse autour d'Orange, a tourné casaque en 2019, rejoignant Marine Le Pen et décrochant un mandat de député européen du RN.

A deux mois de l'échéance des Régionales fin-juin, Thierry Mariani a annoncé sa candidature à la tête d'une liste RN, Renaud Muselier, lui, est à la manœuvre, jour et nuit, sans rien lâcher, au service de ses



concitoyens, pendant la crise du coronavirus. Mais il a annoncé « tendre la main à toutes les compétences, à ouvrir les bras aux écologistes raisonnables, aux frontistes repentis et aux membres de la majorité gouvernementale » comme Sophie Cluzel, secrétaire d'Etat aux personnes handicapées, actuelle candidate la REM en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Il ajoute : « L'important est d'additionner les talents. J'ai un bon bilan comme président de la région, et je souhaite continuer avec un bon programme, un 'PCR' (comme le désormais fameux test Covid) ' Programme – Compétence – République' pour la Région Sud ». Et ce « Bébé Chirac » comme il se définit lui-même et tacle au passage son futur adversaire aux Régionales : « A l'époque, on était côte à côte aux Jeunes RPR, Thierry Mariani était le meilleur candidat contre le Front National dans le Vaucluse, mais depuis, il connaît une dérive totalitaire, il est allé chez Saddam Hussein en Irak, chez Bachar el Assad en Syrie ».

Le FN déjà en tête en 2015

<u>Un sondage</u> donnerait Mariani devant Muselier (31% contre 29%). Et il faut se souvenir qu'en 2015, c'est Marion Maréchal Le Pen (FN), alors benjamine du Palais Bourbon à 22 ans, qui était arrivée en tête au 1er tour dans la région (40,6%), devant l'UMP Christian Estrosi (26,5%), 3° le PS Christophe Castaner (16,6%) qui s'est retiré au soir du 1er tour... Dans le Vaucluse, la petite-fille du créateur du FN avait même recueilli 44,22% des suffrages devant le LR 'bleu lavande' Julien Aubert (17,94%). Au second tour, face à l'arc républicain, Christian Estrosi se retrouvait élu avec 54,78% des voix, Marion Maréchal battue avec 45,22% des suffrages et plus aucun élu socialiste à la région. Elle avait pourtant été de 1998 à 2015, pendant deux mandatures, présidée par Michel Vauzelle, l'ancien Garde des Sceaux de François Mitterrand...

La commission d'investiture LR doit se prononcer le 17 mai sur cet appel lancé à la REM. Renaud Muselier annonce avoir déjà en sa possession l'aval des présidents LR des 3 grandes Métropoles de la Région Sud (Martine Vassal / Marseille -Provence, Hubert Falco / Toulon et Eric Ciotti / Nice). Mais le député vauclusien Julien Aubert rejette cette possibilité et prévient qu'il renoncerait à être tête de liste dans le Vaucluse si cette alliance avec la majorité gouvernementale aboutissait.

Thierry Mariani a affirmé récemment « ne pas entamer une carrière de girouette à 60 ans ». Après avoir passé 40 ans au sein du parti gaulliste puis migré vers le RN, le 20 juin, pour le 1^{er} tour il va donc se retrouver face au petit-fils de l'Amiral Muselier, qui avait participé aux Forces Françaises Libres sous de Gaulle.

Renaud Muselier et Thierry Mariani se connaissent très bien depuis les années 1980. Ils ont notamment occupé des postes à responsabilité au sein des Jeunes RPR où ils ont participé à l'organisation des premières journées d'été du mouvement qui s'étaient déroulée en 1983 à Avignon en présence de Jacques Chirac.



La Commission européenne valide 117M€ pour la région Paca



Renaud Muselier, président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur et également président des <u>Régions de France</u>, a négocié les contours du futur partenariat avec la Commission européenne: 117M€ ont été validés pour la <u>Région Sud.</u>

La validation de la stratégie du Plan de relance européen (React-EU) fait de la Région la première de France à pouvoir lancer des appels à projets sur des Fonds européens. 117M€ à consommer d'ici 2023 sont ainsi mis à la disposition des acteurs régionaux pour financer des projets de transition écologique et numérique, le fonds de roulement des PME (Petites et moyennes entreprises) et sa politique de santé.

La réunion de travail, regroupant la Commissaire européenne en charge de la Cohésion et des réformes, Elisa Ferreira, la ministre en charge de la Cohésion des territoires et des collectivités territoriales, <u>Jacqueline Gourault</u>, et le Secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes, <u>Clément Beaune</u>, a déterminé les montants et les critères d'éligibilités sur la programmation 2021-2027.



Le Feder en appui à la recherche

Les conditions d'intervention du <u>Feder</u> (Fonds européen de développement régional) en faveur des projets de recherche étaient également à l'ordre du jour, évoquant la nécessité de « renouveler le soutien à des projets innovants et structurants pour le territoire régional, comme les projets de production d'hydrogène vert, d'éolien flottant, ou de réseaux de chaleur utilisant des énergies renouvelables. »

Pour le programme 2014-2020, les Fonds européens gérés par la Région représentaient alors 431M€, dont 126,2M€ dédiés à la recherche et l'innovation ; 43,6M€ aux services numériques ; 84,4M€ à la transition énergétique ; 20,2M€ à l'inclusion sociale et 141,5M€ à l'éducation et la formation.

Mobilité douce et numérisation

Notamment au centre des échanges: l'éligibilité des projets de mobilité durable en zone urbaine, notamment pour atteindre les objectifs de l'Union européenne en matière de transition énergétique et climatique. « Ces objectifs, fixés par la Commission dans le <u>Pacte Vert</u>, ne pourront se faire sans accompagner les principaux émetteurs de Co2 dans leur transition écologique, déclare Renaud Muselier. Des premiers appels à projets, lancés en mars, pour financer des projets de mobilité douce et le développement du numérique dans les communes seront suivis d'appels au mois de mai en faveur de la numérisation dans les collèges et les lycées et le soutien aux PME régionales. »

14 projets financés en Vaucluse

Dans le cadre du Contrat-Région 2021-2027, la région Paca engage par ailleurs <u>130M€ pour 14 projets</u> <u>en Vaucluse</u>. Parmi ces derniers figurent notamment la mise en œuvre du Grand site de Fontaine de Vaucluse ou la construction du Pôle de recherche et de conservation du patrimoine vauclusien.

Concernant le 'Sommet des Villes et des Régions européennes' ayant lieu début 2022, sa tenue a été confirmée à Marseille. L'événement phare réunira plus de 15 000 élus locaux en provenance de toute l'Europe.

Régionales : vers un duel Thierry Mariani contre Renaud Muselier ?



Ecrit par le 25 octobre 2025





Selon nos confrères du magazine <u>Le Point</u> ayant eu accès à <u>un sondage commandité par le Parti Socialiste à l'Ifop</u>, Thierry Mariani et Renaud Muselier figureraient en tête du premier tour des prochaines élections régionales de Provence-Alpes-Côte d'Azur des 20 et 27 juin prochains. Les deux hommes se connaissent bien puisqu'ils ont exercé, au mitan des années 1980, des postes à responsabilité au sein des Jeunes RPR, dont la 1^{re} université d'été s'est déroulée en 1983 à Avignon.

La tête de liste RN (Rassemblement national) et le président LR (Les Républicains) sortant seraient respectivement crédités de 33% et de 27% des intentions de vote.

Ce sondage, réalisé auprès d'un échantillon de 901 personnes, fait par ailleurs apparaître un résultat assez contrasté à gauche selon qu'il y ait union ou pas.

Ainsi, en cas de rassemblement d'une liste d'union (Parti socialiste, collectifs citoyens, Parti communiste et Europe Ecologie-Les Verts) conduite par Olivia Fortin cette dernière recueillerait 23 % d'intentions de vote. A l'inverse, avec scrutin en ordre dispersé la gauche totaliserait 15% (Parti socialiste et Parti communiste) et EELV (7%). La Liste LREM (La République en marche) totalisant pour sa part 13%.

Autre sondage, même résultat

<u>Même constat</u> chez nos confrères de <u>La Tribune</u> et <u>d'Europe 1</u>, où pour l'Ifop, <u>là encore</u>, Thierry Mariani (31%) et Renaud Muselier arrivent en tête (27%). Loin devant les listes LREM (13%), EELV (8%), Parti socialiste & Parti communiste (7%), France insoumise (7%), Debout la France (4%)...

« Renaud Muselier est très fort chez les personnes âgées. Thierry Mariani, chez les jeunes, a expliqué Frédéric Dabi, directeur du pôle 'Opinion et stratégies' à l'Ifop, au micro d'Europe 1. Renaud Muselier surperforme dans les catégories supérieures. Thierry Mariani dans les catégories populaires. Même



chose pour le niveau de diplôme. On n'a vraiment pas de zones de frottement. Ce sont deux électorats qui se superposent pour l'instant au premier tour. *

Cependant, en cas d'une liste 'd'Union régionale' menée par Renaud Muselier bénéficiant du soutien de LREM, le président actuel du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur arriverait en tête au premier tour avec 34%. Thierry Mariani, ancien maire de Valréas de 1989 à 2005 et ancien député de la 4° circonscription de Vaucluse notamment, restant au score de 31% dans ce cas de figure.

Quel résultat au second tour ?

Toujours selon les résultats du sondage réalisé pour le compte de La Tribune et d'Europe 1, en cas de triangulaire PS-EELV/LR/RN au second tour des régionales c'est Renaud Muselier qui arriverait en tête avec 39% des opinions exprimées contre 37% pour Thierry Mariani et 24% pour une liste d'union de la gauche conduite par Oliva Fortin et Jean-Laurent Félizia.

Pour rappel, en 2015 la gauche s'était désistée entre les deux tours des régionales afin de faire barrage au Front national (devenu depuis Rassemblement national en 2018).

Par ailleurs, Thierry Mariani a déjà mené un liste aux régionales de Provence-Alpes-Côte d'Azur. C'était en 2010, où il était tête de liste pour l'UMP (Union pour un mouvement populaire devenue Les Républicains en 2015). A l'époque, c'est le socialiste Michel Vauzelle qui avait été reconduit à la présidence de la Région. Depuis, l'ancien ministre des transports de Nicolas Sarkozy mais président des Chorégies d'Orange s'est rallié au parti de Marine Le Pen en 2019 tout en n'en devenant pas membre.

Retrouvez ici le détail de l'étude de l'Ifop menée pour Europe 1 et La Tribune dans le cadre des élections régionales de 2021 en Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Contrat-Région 2021-2027, La Région Paca engage 130M€ pour 14 projets en Vaucluse



Ecrit par le 25 octobre 2025



En tout, la Région Sud engagera 2 milliards d'euros de travaux, au cours de l'année 2021, au profit des six départements de Provence-Alpes-Côte d'Azur, dont 130M€ seront destinés au Vaucluse.

Parmi les 14 projets financés

Parmi les 14 projets d'ores et déjà financés en Vaucluse en voici six d'envergure comme, par exemple, la mise en œuvre du Grand site de Fontaine de Vaucluse pour un montant global de 3,18 M $\[mathbb{e}\]$; la construction du Pôle de recherche et de conservation du patrimoine vauclusien -incluant les Archives départementales- à Avignon pour un montant global de 27,75 M $\[mathbb{e}\]$; la restructuration des abords du Calavon pour un montant global de 6,20 M $\[mathbb{e}\]$; la modernisation des déchetteries du territoire - Objectif zéro déchet plastique et optimisation de la collecte en vue d'une réduction des déchets sur la Communauté d'agglomération Lubéron Mont-de- Vaucluse pour un montant global de 1,15 M $\[mathbb{e}\]$; l'aménagement d'un quartier durable autour du sport, bien-être et santé à Monteux pour un montant global de 8 M $\[mathbb{e}\]$; le projet d'interconnexion des services d'alimentation en eau potable entre le syndicat intercommunal d'adduction d'eau potable et d'assainissement de la région de Sault (Siaepa) et le Sie Durance-Ventoux pour un montant global de 12 M $\[mathbb{e}\]$.

Dynamisme

En Janvier dernier, <u>Renaud Muselier</u>, président des <u>Régions de France</u> signait, aux côtés de Jean Castex, Premier ministre, un Contrat-Région de France 2021-2027 doté de 5,1 milliards d'euros pour l'ensemble du territoire.



Dans le détail

«Ainsi, la Région s'engagera d'ores et déjà sur une première salve de projets structurants, soit plus de 1,5 Milliards d'euros de travaux pour 720M€ dont 360M€ de la Région précisait Renaud Muselier, président de la <u>Région Sud</u>. Une deuxième salve sera entérinée en décembre prochain pour plus de 500M€ de travaux, permettant de porter notre effort global en 2021 à hauteur de 2 milliards d'euros de travaux engagés. »

- « Le même jour, l'Assemblée plénière votera 193M€ engagés par l'Etat et la Région pour des projets de logement étudiant et de vie étudiante. Concrètement, plus de 1 100 nouveaux logements sur les sites universitaires seront construits : 600 à Marseille, 80 à Avignon, 396 à Nice et 53 à Toulon. »
- « Ces chiffres ont un sens : 116 projets très précis et structurants pour la région vont pouvoir démarrer et voir le jour grâce à cette mobilisation historique de moyens financiers : ce Contrat d'avenir représente deux fois et demi les moyens financiers du précédent Contrat de Plan Etat-Région ! »
- « Avec un complément de 10 milliards d'euros de fonds européens que nous allons obtenir pour notre Région, notre avenir est financé de façon claire et lisible. Tous nos efforts sont aujourd'hui concentrés sur un seul objectif : le retour à la vie, le plus tôt possible, en accélérant la vaccination, avec nos autotests, pour retrouver nos restaurants, nos théâtres, nos cafés en terrasse, nos stades, et revenir à la vie !», conclut Renaud Muselier.

Maregionsud.fr

Vœux : le président de la Région Sud veut des citoyens sans craintes ni culpabilité

Plus de « comités scientifiques à deux balles » mais des expérimentations pour revenir à la « vraie vie » en aidant des citoyens n'ayant plus ni craintes, ni culpabilité. Voilà le vœu de Renaud Muselier qui ne désespère pas d'apporter, au sein de l'action publique, un peu de « bon sens et de professionnalisme » en 2021. Et un peu plus d'argent...

Au moment de ses vœux à la presse intitulés cette année « on a tous besoin d'être ensemble », Renaud Muselier pense naturellement à un avenir plus que jamais incertain. Forcément, il revient au début de cette crise sanitaire. Celle qui a vu la création du fameux 'Conseil scientifique' et son inénarrable Delfraissy. Celui ayant « réuni autour de lui un des copains qui discutent pendant des heures, coupent



des cheveux en 10, rédigent des rapports trop longs et en mauvais français » (Le Figaro, 13/11/2020). Ces chapeaux à plumes agacent le président de région qui, dès le départ, a pourtant proclamé sa volonté de ne pas polémiquer. « C'est un réflexe d'urgentiste : plus la situation est grave, plus il faut être calme », justifie-t-il pour la première fois. Forcément, « il fallait avant tout échapper à un effondrement brutal ». Mais qu'en est-il aujourd'hui, à l'approche des élections, se demandent les journalistes, tous coincés en visio-conférence ?

« C'est un bazar dans lequel on ne pouvait que se perdre »

« C'est moins sympa qu'avant, hein ? », lance Renaud Muselier avant de faire la rétrospective de l'ère Veran. « Le ministère de la santé n'a jamais eu de doctrine stable. Tous les critères d'évaluation de l'épidémie, tous les formats de prévention et toutes les échelles ont été employées, sans stratégie commune. C'est un bazar dans lequel on ne pouvait que se perdre », s'étrangle le médecin, déplorant qu'on ne donne aucune « espérance, ni visibilité » à la population. A nos yeux de 'péquins', rien ne justifie plus rationnellement – tantôt l'ouverture, tantôt la fermeture – de telle ou telle activité, ni les politiques publiques au bout d'un an d'incertitudes.

Dernier épisode en date, l'épopée vaccinale. « C'est à peine si on arrive à 85 injections par jour et par centre de vaccination au nombre de 96 dans la région », relève sèchement Renaud Muselier, « le gouvernement ayant créée une pénurie entre la population locale ciblée (700 000 personnes) et les commandes livrables permettant de protéger à peine un peu plus de 140 000 d'entre elles ».

Entre temps, le conseil régional aura agi : 1,4 milliard d'euros principalement pour soutenir l'économie et faire face à la situation sociale lors de la première vague, 146M€ de plus pour la deuxième et 13M€ de masques distribués, se radoucit Renaud Muselier qui veut néanmoins – et désormais – entamer une 'guerre de mouvement' contre l'épidémie afin de « sortir du dogme de l'Etat qui s'enferre dans une guerre de tranchée ».

« Rien ne semble jamais plus urgent que de reconfiner »

Ce n'est pas du tout gagné : l'Etat n'a pas voulu que les collectivités achètent des masques, ni de machines de test PCR. Aujourd'hui, il ne veut pas qu'elles achètent et distribuent des auto tests salivaires d'origine chinoise, pourtant fiables à 98%, assure le président de la Région. « C'est l'avenir, ces auto tests ! On le voit pour le diabète, la tension ou la fécondation. Et demain ce sera le cas pour l'épidémie ». La doctrine se tient : sans écouvillon, la généralisation des tests faits à partir de crachats est largement plus acceptable pour la population et les aspects juridiques de l'usage d'un outil intrusif et notoirement désagréable peuvent être évités sans encombre. « Mais là encore, nous attendons toujours la validation des autorités sanitaires, qui, comme d'habitude traînent », peste-t-il. Rien ne semble jamais plus urgent que de reconfiner, sans limite, pour un ministre de la santé qui ne répond pas aux courriers des présidents de région.



« Ceux qui opposent vaccins et soins trahissent la médecine »

Dans une guerre de tranchée, pas question non plus d'expérimenter. « Si on veut retourner à la vie, il faut faire des expérimentations collectives comme cela se fait partout ailleurs, simples et faciles à faire. Par exemple, organiser un spectacle avec un protocole d'accès qui consiste à faire rentrer dans une salle de spectacle toutes les personnes testées négatives et à en écarter les autres. Puis, refaire des tests, pour vérifier que tout va bien pour tout le monde. Ce dispositif a bien fonctionné en Espagne où l'on a relevé 0% de contamination. On doit bien pouvoir le faire dans un pays qui utilise des placebos», ironise-t-il, avant d'en remettre une louche, bien plus tenace : « à ce propos, ceux qui opposent vaccins et soins, alors qu'ils sont complémentaires, trahissent la médecine ». Mais la question des soins reste pour l'instant taboue...

Au moins jusqu'aux prochaines élections, dont celle des régionales, prévues pour l'instant en juin au lieu de mars. « Je serais candidat si, et seulement si, j'ai été à la hauteur de la crise sanitaire et que je peux soutenir une candidature avec des gens qui m'aident », prévient-il. « Je remarque qu'il n'y a pas grand monde pour m'expliquer que faire, ni de candidat à ma succession (...) Je suis cependant inquiet s'agissant des drames sociaux épouvantables qui peuvent se produire et notamment de l'aggravation de la situation dans les Alpes, après la visite que j'ai faite à Orcières-Merlette ». L'élection pourrait donc se faire sur l'idée que l'Etat « fait » (bon an, mal an) avec la Région qui, elle, se charge au plus près des territoires... On éviterait ainsi toute polémique inutile, en se conformant au vieux principe « si vis pacem, para bellum ». L'arsenal est solide des deux côtés.

« 5 milliards d'euros pour les 5 millions d'habitants de la région »

Car, au rayon des satisfactions pour 2021, il y a tout de même le contrat d'avenir Etat-Région pour la période 2021-2027, signé début janvier avec le premier ministre d'un montant de 5,1 milliards d'euros - contre 1,8 milliards du temps de Michel Vauzelle, ajoute l'élu actuel - auxquels s'ajouteront des fonds européens. « Ces grands chiffres n'ont de sens que si nous sommes capables de mettre en face une stratégie, une ossature, des moyens, un mode d'emploi clair, un calendrier et des résultats quantifiables ».

Pour le Vaucluse, quelques enveloppes sont déjà annoncées, s'agissant de projets identifiés : 4M€ pour la rénovation thermique sur 283M€ prévus pour l'ensemble régional ; 1,5M€ pour l'Université dans le cadre de la transition énergétique de l'enseignement supérieur sur 180M€ qui lui sont consacrés en Provence-Alpes-Côte d'Azur ; 4,8M€ pour l'aménagement des grands festivals dont celui d'Avignon sur un budget global de 94M€.

Rappelons que les orientations prioritaires pour les Fonds européens (2021-2027), votées en décembre dernier, représentent pour l'heure une manne de 1 milliard d'euros directement engagée par l'assemblée régionale sur les fonds habituels (Feder, Feader, FSE) et le nouveau Fonds 'React-EU', utilisable pour la santé, la numérisation, la transition énergétique dans les transports et l'investissement dans les PME



doté de 117M€.

Jacqueline Bouyac, première présidente du PNR Ventoux



La conseillère régionale et présidente de la Cove <u>Jacqueline Bouyac</u> a été élue première présidente du <u>Parc naturel régional (PNR) du Ventoux</u>, avec un score sans appel de 94% des voix. Voilà enfin le Parc du Ventoux en ordre de marche.

« Et bien ça y est, ouf, on y est arrivé! » Avec sa faconde coutumière, <u>Renaud Muselier</u>, président de la <u>Région Sud</u>, résume en une phrase plus de 20 ans de démarches, de réunions, de négociations, de tergiversations, de trois pas en avant suivi de trois pas en arrière. Bref, de gestation puis d'accouchement du Parc naturel du Ventoux.

Un dernier - et premier - acte





C'est dans la salle polyvalente de Malemort-du-Comtat, où se sont tenues tant de réunions liées à ce projet de Parc, que le dernier acte s'est joué hier lundi 25 janvier, avec l'élection de la première présidente du Syndicat mixte de gestion du PNR Ventoux. A la fois le dernier acte, et le tout premier, puisqu'avec la désignation d'un conseil syndical, et d'une présidente, le PNR Ventoux est enfin doté d'un exécutif, d'une capacité à voter des budgets et à mettre en œuvre l'ensemble des programme prévus dans sa charte.

L'élection est sans grande surprise, puisque Jacqueline Bouyac, conseillère régionale et conseillère municipale de Carpentras, mais aussi présidente de la Communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin (Cove), est la seule candidate. Seul Gilles Vève, maire de Saint Didier, lève la main au moment de la déclaration de candidature – mais pour dire qu'il ne se présente pas, et qu'il trouve regrettable que ce ne soit pas un maire qui soit à la tête du Parc.

94% des voix pour Jacqueline Bouyac

Le scrutin uninominal à bulletin secret se déroule ensuite, avec toutes les précautions nécessaires liées à l'application des gestes barrières. Et moins d'une heure après, le résultat tombe, sans appel : 110 voix pour Jacqueline Bouyac, 2 pour Gilles Vève, et 5 bulletins blancs. Un résultat logique pour la conseillère régionale, qui s'est impliquée avec une ardeur tenace à construire un consensus autour de ce projet de Parc, depuis 2018, avec le soutien sans faille d'un Renaud Muselier bien décidé à jouer la carte de la préservation et de la valorisation des territoires dans la Région Sud.

« Soutien sans faille de Renaud Muselier. »

Une fois les résultats promulgués, vient le temps des discours protocolaires. Le facétieux Ghislain Roux, maire de Malemort-du-Comtat, prend la parole en premier, pour constater que « dans le Ventoux, on est plus efficace pour le dépouillement qu'aux Etats-Unis » : hilarité générale assurée. Puis Jacqueline Bouyac, avec un message simple et clair : « comptez sur moi pour tenir mes engagements ». Après que Maurice Chabert, président du Conseil départemental de Vaucluse, ait rappelé que le Tour de France passera, en deux fois, au sommet du Ventoux dans son édition 2021, c'est au tour de Renaud Muselier de monter en tribune. Et on le sait très à l'aise avec cet exercice.

Un projet soutenu par l'Etat comme par la Région

C'est un candidat en future campagne - même si personne ne sait quand les Régionales auront finalement lieu - qui intervient, 20 minutes durant. Pour faire la liste des engagements de son équipe dans le domaine de la préservation des espaces naturels, pour rappeler que 16 des PNR sont situés dans la Région Sud. Mais aussi pour rendre hommage au travail de construction d'un consensus mené par Jacqueline Bouyac et Bénédicte Martin, qui ont su concilier la parole des agriculteurs, des associations de défense de l'environnement, des chasseurs, des sportifs... « Tout est compatible quand on se parle », conclut-il.



C'est enfin Bertrand Gaume, Préfet de Vaucluse, qui achève cette séquence, en rappelant « que ce projet de Parc est le fruit d'une volonté exprimée de manière souple par les acteurs d'un territoire, ce qui est la véritable expression d'une action intercommunale. Il permet au Ventoux d'entrer dans un club fort sélectif, qui lui donne un label incontestable et une crédibilité accrue. » Après cet adoubement par les « rois mages » du Département, de la Région et de l'Etat, il ne reste qu'au PNR Ventoux qu'à tenir ses promesses.

10 000 bouquets pour les soignants de Provence-Alpes-Côte d'Azur

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur vient de commencer la distribution de 10 000 bouquets de fleurs destinés aux soignants de la région. Ces bouquets sont destinés à l'ensemble des établissements de santé, publics comme privés et aux Ehpad (Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes) afin de remercier les personnels soignants ainsi que d'apporter un peu de gaieté aux personnes âgées et hospitalisées.

Cette initiative vise également à soutenir la filière horticole locale puisque le Conseil régional ne s'est approvisionné qu'auprès des professionnels de la Région.

« Dans cette crise sanitaire et économique sans précédent, la Région Sud a souhaité se mobiliser pour aider les horticulteurs, qui se retrouvent aujourd'hui à nouveau en grande difficulté, confirme Renaud Muselier, président de la Région. En achetant ces fleurs aux horticulteurs locaux, nous faisons un geste fort pour aider la filière et leur rappeler que la Région est une fois de plus à leurs côtés durant cette période difficile. »

Des masques pour les collégiens et les lycéens



Ecrit par le 25 octobre 2025



A l'occasion de la rentrée scolaire, chaque élève des collèges publics et privés vauclusiens se verra remettre 4 masques lavables offerts par le <u>Conseil départemental</u>. « Il s'agit d'un geste de solidarité et d'équité envers toutes les familles vauclusiennes », souligne Maurice Chabert, Président du <u>Conseil départemental de Vaucluse</u>. Chaque élève recevra ces masques le jour de la rentrée, chaque masque pouvant être utilisé durant une demi-journée, puis réutilisé après avoir été lavé. Ces masques de taille enfant sont conditionnés en sachet individuel, homologués Afnor et traités avec un désinfectant virucide. Ils sont donc utilisables dans l'immédiat.

Le Vaucluse compte 30 000 collégiens scolarisés dans les 41 établissements publics et les 13 collèges privés. Au total, 120 000 masques vont ainsi être fournis gracieusement par le Département, le tout pour un montant de 200 000 €. « Depuis le début de la crise sanitaire, le Département est aux côtés des collégiens, comme cela avait été le cas par exemple avec le prêt de tablettes numériques aux élèves n'ayant pas de matériel informatique chez eux, confie Dominique Santoni, Vice-présidente du Conseil départemental chargée des Collèges. On ne veut pas que cet équipement indispensable pour les élèves en cette rentrée très particulière soit un facteur d'inégalité entre les familles. Nous savons l'effort financier que cela peut représenter dans les foyers. »

Eviter le décrochage scolaire



Dans le même temps, la région <u>Provence-Alpes-Côte d'Azu</u>r a renforcé son soutien aux lycées afin de leur permettre d'accueillir les élèves et le personnel encadrant dans les meilleures conditions possibles pour cette rentrée scolaire 2020/2021. Dans ce cadre, la région va donc remettre un masque en tissu à chaque lycéen de la région.

« Il était essentiel de ne pas reporter la rentrée scolaire, ce qui aurait été une faute majeure, insiste Renaud Muselier, président de la région. De nombreux enfants n'ont pas vu une salle de classe, pas suivi un cours depuis le 16 mars dernier. Le risque de décrochage global est trop grand et concerne une génération entière. »

Pour cette rentrée, la <u>Région Sud</u> fournira donc, à chaque lycéen, un masque en tissu lavable 35 fois.

400 distributeurs de gel hydro-alcoolique

Par ailleurs, la Région dotera les chauffeurs de cars scolaires de masques chirurgicaux de dépannage pour nos lycéens. Dans le même temps, les cars, les TER et les établissements seront désinfectés selon les normes établies par le Gouvernement. Les 4 000 agents des lycées, comme ceux des services, seront encouragés et assistés pour un dépistage préventif de rentrée. Enfin, afin de faciliter le respect des consignes sanitaires, dès le 1^{er} septembre, près de 400 distributeurs de gel hydro-alcoolique seront installés dans tous les lycées.

« Notre priorité est de protéger la santé de nos lycéens tout en assurant la continuité du service public de l'éducation, aux côtés de l'Etat et du Rectorat», poursuit Renaud Muselier. Depuis le début de la crise sanitaire, nous avons ainsi commandé plus de 13 millions de masques pour les habitants de Provence-Alpes-Côte d'Azur, dont près de 300 000 ont déjà été distribués depuis juin dans les établissements scolaires.